

Food Security Governance. Empowering Communities, Regulating Corporations, Nora McKEON, 2015, New York, Routledge, 264 p.

Christelle Genoud

Volume 47, Number 4, December 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1042064ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1042064ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Genoud, C. (2016). Review of [*Food Security Governance. Empowering Communities, Regulating Corporations*, Nora McKEON, 2015, New York, Routledge, 264 p.] *Études internationales*, 47(4), 473–475.
<https://doi.org/10.7202/1042064ar>

gouvernement à renforcer les lois et les régulations, représente l'une des clés pour comprendre la croissance économique d'un pays.

De plus, un autre facteur est important à prendre en compte : la Russie était déjà occidentalisée avant 1917. C'est donc pourquoi les institutions collectives nouvellement introduites après la révolution semblaient peu familières au peuple. En revanche, la Chine a interrompu son processus d'occidentalisation à temps, pour retourner aux valeurs asiatiques communautaires. Ces dernières ont d'ailleurs fait leurs preuves si l'on constate la croissance phénoménale des dragons asiatiques. Si la Chine continue sur cette lancée, elle montrera l'évidence des avantages d'une continuité institutionnelle, au détriment des politiques néolibérales. Selon lui, les programmes d'ajustements du consensus de Washington ne sont pas concluants. Les pays en voie de développement ne devraient pas suivre ces politiques universalistes, mais plutôt se référer aux grandes lignes directrices du manifeste du nouveau développementalisme élaboré à São Paulo en 2010 : le rôle stratégique de l'État dans le maintien de la stabilité des institutions, la mobilisation de fonds domestiques et des réformes graduelles pour intégrer le marché mondial.

En somme, cet ouvrage est particulièrement pertinent pour comprendre le rôle de la Russie, mais plus précisément celui de la Chine sur l'échiquier international en tant que deuxième puissance économique. Bien documenté et argumenté dès le début, le cadre théorique annonce déjà le signe d'un nouvel ordre mondial chinois, soit une mondialisation en faveur des

«pauvres». À l'aide d'enquêtes quantitatives et de documents historiques, l'auteur illustre bien ses propos et en arrive même à convaincre le lecteur que la venue de la Chine pourrait créer une véritable révolution des relations internationales et une démocratisation du développement économique. En ce qui a trait au futur de la Russie, Popov adopte un ton plutôt moralisateur à l'égard de son propre pays, ce qui fait perdre de la crédibilité à son argumentaire. Il estime notamment que, malgré une hausse positive des indicateurs sociaux, la Russie doit se défaire de la corruption et de l'oligarchisme. À la toute fin, Popov adopte un ton plus engagé lorsqu'il affirme que les pays occidentalisés rendent le Sud dépendant de l'assistance humanitaire. Bref, le livre s'adresse à tous les lecteurs soucieux de comprendre les causes et les implications d'une nouvelle influence chinoise sur la scène internationale.

André-Anne CÔTÉ
Département d'anthropologie
Université Laval, Québec
Canada

DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION INTERNATIONALE

1^{er} prix du concours
de recensions 2016

***Food Security Governance,
Empowering Communities,
Regulating Corporations***

*Nora MCKEON, 2015, New York,
Routledge, 264 p.*

La littérature sur la gouvernance alimentaire oppose de plus en plus la sécurité alimentaire à la souveraineté

alimentaire. La première, apparue à la suite de la crise alimentaire des années 1970, était initialement porteuse d'une solution progressiste. Elle fait désormais l'objet de nombreuses critiques en raison de sa tendance à transposer le discours néolibéral de la productivité en occultant les conflits d'intérêts des différents acteurs impliqués et la manière dont les aliments sont produits. Le concept de souveraineté alimentaire a été élaboré pour pallier ces manquements et pour réinstaurer le droit des paysans à choisir quoi et comment produire. L'ouvrage de Nora McKeon s'inscrit dans cette seconde approche, tout en cherchant à transcender l'opposition entre la littérature critique et la littérature praticienne pour mettre en lumière les relations de pouvoir au sein de la gouvernance alimentaire. Il s'appuie pour cela sur les observations faites de l'intérieur lors de l'engagement professionnel de l'auteur au sein de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et avec plusieurs mouvements sociaux et paysans. Le but de l'ouvrage est également de rappeler l'existence de systèmes alimentaires alternatifs sur la base desquels une gouvernance alimentaire tenant compte des intérêts des petits paysans est possible.

Trois questions constituent le fil conducteur de l'ouvrage : qui exerce le pouvoir, avec quels effets et au profit de qui ? Pour y répondre, le premier chapitre pose les bases historiques et théoriques de la sécurité alimentaire à partir de l'approche néomarxiste des régimes alimentaires. De 1870 à 1930, l'Empire britannique a dominé le premier régime alimentaire grâce aux importations en provenance de ses colonies. Le plan

Marshall et les politiques de développement ont amené l'hégémonie de la puissance américaine, qui caractérise le deuxième régime alimentaire et s'étend jusque dans les années 1970. Depuis, la production agro-industrielle est intimement liée aux processus de financiarisation. L'ébranlement du dénommé régime alimentaire entrepreneurial depuis la triple crise de 2007-2008 (alimentaire, financière et environnementale) a généré une phase de troubles. Le débat porte sur la possibilité que celle-ci marque la fin de ce troisième régime ou qu'elle débouche simplement sur une reconfiguration.

Dans le deuxième chapitre, l'auteure dévoile les interactions des acteurs engagés dans le régime alimentaire entrepreneurial, en discutant les limites de différents cadres conceptuels : chaînes de valeur, réseaux et systèmes alimentaires. Ce régime est caractérisé par la concentration du pouvoir et du profit ainsi que par le rôle de la spéculation et de la volatilité des prix. En se référant à la littérature sur la financiarisation de l'agriculture et de l'alimentation, d'une part, et sur le pouvoir des entreprises, d'autre part, Nora McKeon illustre les dangers de l'agriculture contractuelle visant à lier les petits paysans aux marchés globaux, les défis des réseaux alimentaires globaux ainsi que le rôle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans la régulation de l'agriculture. La critique de notions néoclassiques, telles que la modernité, la croissance ou la durabilité, se poursuit dans le troisième chapitre.

L'auteure y remet en question plusieurs mythes de la gouvernance alimentaire, notamment celui de la nécessité de doubler la production

alimentaire d'ici à 2050 afin de nourrir la population mondiale et le discours de la Banque mondiale sur le supposé choix des petits paysans entre augmenter leur productivité ou migrer en ville pour exercer d'autres emplois. Elle contrebalance ce paradigme néolibéral de la sécurité alimentaire limitée à l'accès à l'alimentation avec le droit à l'alimentation, mettant en avant son caractère contraignant ainsi que la nécessité d'assurer également l'accès aux ressources productives.

Jusque dans les années 1990, la gouvernance alimentaire a été cantonnée aux négociations multilatérales entre gouvernements et organisations internationales. L'inclusion progressive de la société civile dans les forums de discussion est retracée dans le chapitre 4. Hormis l'exception du Sommet mondial de l'alimentation en 1996, l'ouverture des espaces de négociation s'est avérée trompeuse. Malgré les procédures de consultation, la prise de décision est restée exclusive. Ces espoirs déçus sont contrastés par la mise en exergue de l'existence de systèmes alimentaires alternatifs dans le chapitre 5, où des exemples démontrent que l'activité économique ne doit pas forcément être en contradiction avec d'autres valeurs.

Le dernier chapitre se focalise sur la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) dans le domaine de l'accès à la terre et des investissements agricoles. Il souligne les progrès significatifs de la participation de la société civile, notamment par l'adoption en 2012 des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers. L'auteure montre que, si celles-ci ne remettent pas explicitement en cause la

nécessité des investissements agricoles à grande échelle comme moteur de développement, elles ont néanmoins permis certaines avancées pour les droits des petits paysans.

L'apport principal de *Food Security Governance* réside dans ce point de vue de l'intérieur, illustrant les luttes de pouvoir ainsi que les enjeux idéologiques et matériels au sein de la gouvernance alimentaire. L'ouvrage s'intègre également dans la littérature sur la gouvernance privée en concluant sur des recommandations relatives à la régulation privée transnationale en expansion dans le domaine de la gouvernance alimentaire. En prônant des mécanismes de participation, de surveillance et de mise en œuvre, ses recommandations font toutefois l'impasse sur la tendance des chaînes de valeur financiarisées à privilégier la régulation privée afin d'éviter la dimension contraignante des mesures étatiques. Cette articulation permettrait de mieux fonder l'analyse critique d'une sortie par le haut de la crise du régime entrepreneurial et de prendre ainsi position sur son aboutissement ou non vers un nouveau régime alimentaire.

Christelle GENOUD
 Département de science politique
 Institut d'études politiques,
 historiques et internationales (IEPHI)
 Université de Lausanne, Lausanne
 Suisse